



CLIMATE CHANCE

SOMMET MONDIAL DES ACTEURS DU CLIMAT
NANTES-FRANCE 26-28 SEPTEMBRE 2016

Déclaration de Nantes des acteurs du climat

Renforcer l'action concrète pour combler le fossé entre les engagements actuels et l'objectif de l'Accord de Paris

L'année 2015 aura été l'année de l'adoption, dans le cadre de l'ONU, de l'accord mondial sur les 17 Objectifs de Développement Durable, en septembre à New York, et de l'Accord de Paris sur le climat, en décembre. Mais l'année 2015 restera aussi l'année reconnue par les scientifiques comme la plus chaude depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. L'année 2016 continue de battre des records de température, démontrant ainsi, à travers la multiplication des phénomènes extrêmes, la rapidité du dérèglement climatique en cours.

Réunis à Nantes pour le premier Sommet Climate Chance, nous, acteurs non-étatiques du monde entier, reconnus comme « non-Parties concernées », aux côtés des Parties Contractantes à la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques), nous réaffirmons tout d'abord avec force l'extrême gravité de cette situation aux conséquences désastreuses sur la stabilité et l'avenir de nos sociétés, un réchauffement planétaire incompatible avec tous les objectifs de développement durable.

Dans l'urgence d'agir, nous avons accueilli l'Accord de Paris sur le climat avec espoir. Nous soulignons l'importance d'une position commune des gouvernements du monde, le fait que beaucoup d'entre eux semblent enfin entendre le message des scientifiques sur l'absolue nécessité de contenir le réchauffement sous les 2°C, en s'efforçant de rester au-dessous de 1,5°C, et qu'ils aient proposé des mécanismes concrets de mobilisation, d'expertise, de partenariats entre acteurs, et de réévaluation des engagements pris. A travers les initiatives du Lima Paris Action Agenda, devenu Global Climate Action Agenda, nous avons noté avec satisfaction une plus grande prise en compte de l'action concrète et quotidienne portée par les différents acteurs non-étatiques, la société civile, les collectivités territoriales et le secteur privé, sans la mobilisation desquels, aucun Etat ne sera en mesure d'atteindre ses propres engagements.

Mais la COP21 n'était qu'une étape et, à six semaines de la COP22 à Marrakech, au Maroc, nous tenons par cette déclaration collective à rappeler tout d'abord nos exigences et notre démarche globale, telles qu'affirmées dans notre déclaration du Sommet Mondial « Climat et Territoires » de juillet 2015 à Lyon : « Les outils de lutte contre le dérèglement climatique doivent aussi permettre de répondre aux autres grands défis de ce siècle et réciproquement : lutte contre la pauvreté, accès à l'énergie durable, à l'eau et aux autres ressources, développement urbain durable, aménagement des territoires ruraux, souveraineté alimentaire, santé des populations, égalité homme-femme, travail décent et droits des travailleurs, comprenant les agriculteurs, respect des droits des peuples autochtones, protection des forêts et de la biodiversité, la préservation des ressources naturelles... Affirmer et montrer cette synergie est nécessaire à la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour l'élimination progressive des émissions de gaz à effet de serre. Nous insistons particulièrement sur les actions d'adaptation qui doivent évidemment conforter la résilience et le développement durable des territoires, s'appuyer sur les initiatives locales et régionales et les connaissances traditionnelles, sur la nécessité d'assurer une transition juste pour les territoires, les entreprises et leurs salariés dans cette période de transformation vers une économie bas-carbone, sur le renforcement de la participation des femmes et de leur capacité d'action, en particulier dans la gouvernance territoriale. Nous soulignons le rôle fondamental de l'éducation. Former les jeunes générations, renforcer leur capacité d'intervention sont des enjeux majeurs d'un monde en mutation. Les associer aux décisions, c'est assurer la transition. »

Nous ne perdons ainsi pas de vue que l'agrégation des engagements volontaires des Etats nous laisse encore aujourd'hui sur une trajectoire de 3°C, une augmentation catastrophique à laquelle, nous le savons, nos sociétés ne pourront s'adapter. Aussi, à travers la

dynamique engagée, par le rassemblement d'acteurs différents dans autant de coalitions thématiques dans le monde, nous affirmons ici notre volonté de nous organiser pour porter des propositions constructives et précises permettant aux Etats de procéder dès 2018, dans le cadre du « Dialogue de facilitation », à des réévaluations ambitieuses de leurs contributions volontaires.

SUR L'AGENDA INTERNATIONAL

Neuf mois après la COP21, nous nous réjouissons de la ratification de l'Accord de Paris par nombre de pays, dont la Chine et les Etats-Unis. Nous considérons primordial pour la dynamique en cours que l'accord puisse entrer en vigueur le plus tôt possible et demandons donc aux Etats ne l'ayant pas encore fait et, en premier lieu à ceux de l'Union européenne et du G20 (Inde, Arabie Saoudite, Russie, Japon, Australie, etc.), de procéder dans un délai aussi court que possible à cette ratification.

Ces ratifications doivent nous mettre en situation de travailler sur l'application de l'Accord de Paris, notamment sur le renforcement des actions concrètes dans la période pré-2020, en envoyant des messages importants de mobilisation aux acteurs politiques et économiques à tous les niveaux. Nous insistons sur le fait que c'est cette rapidité de mise en œuvre qui nous permettra de créer les conditions pour des réévaluations rapides des contributions volontaires.

Nous réaffirmons, dans la suite notamment des déclarations des sommets de la MedCOP Climat (Tanger – juillet 2016) et des élus africains (Cotonou - septembre 2016), le caractère indissociable des agendas du climat et des Objectifs de Développement Durable (ODD). Nous appelons au rapprochement des stratégies et des outils de mise en œuvre, notamment sur l'évaluation et le financement. Rappelant le mandat donné par l'Accord de Paris pour que les pays élaborent des stratégies nationales à long terme pour le développement sobre en carbone, nous soulignons l'importance de ce processus pour atteindre les impératifs à la fois climatiques et de développement. Limiter la hausse de la température mondiale bien au-dessous de 2 ° C, et encore plus à 1,5 ° C, nécessitera une planification à long terme pour faire en sorte que les trajectoires de développement soient cohérentes avec ces objectifs. Nous demandons donc aux pays de lancer le processus d'élaboration le plus rapidement possible.

Nous insistons sur l'importance de l'utilisation des financements mobilisés pour l'action climatique, atténuation comme adaptation, pour le développement durable des villes, des territoires ruraux, considérant que le Nouvel Agenda Urbain qui sera adopté par les Etats membres de l'ONU lors de la Conférence Habitat III à Quito en octobre 2016 devra montrer la cohérence territoriale des différents défis mondiaux.

Nous soulignons une nouvelle fois le caractère essentiel de la mobilisation des financements internationaux, publics et privés, pour atteindre les objectifs que s'est fixée la communauté internationale sur les 17 ODD dont, entre autres, « villes et communautés durables », « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau », « énergie propre et d'un coût abordable », « égalité entre les sexes », « éducation de qualité », « conserver et exploiter de manière durable l'océan », « croissance économique durable et travail décent » et « la lutte contre les changements climatiques ». Nous rappelons la nécessité de tenir concrètement l'engagement pris à Copenhague par les pays développés de mobiliser 100 milliards de dollars de financements additionnels par an sur l'action climatique, mais nous insistons tout autant sur la nécessité d'une cohérence sur l'ensemble des financements internationaux : travailler aux critères permettant d'éviter le financement de projets et d'infrastructures contraires à cet agenda du climat et du développement durable doit être une priorité de la communauté internationale. Il est également essentiel pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030 que les flux financiers existants dans l'économie locale et nationale deviennent compatibles avec les mandats de ces deux accords et nous, en tant qu'acteurs non-étatiques, avons un rôle clé à jouer pour garantir cela.

Nous rappelons aussi l'importance stratégique du renforcement des capacités des acteurs locaux et régionaux (gouvernance, ingénierie et expertise financière, innovation, etc.) pour faciliter l'accès à ces financements et améliorer leur capacité à les gérer directement et dans le cadre de leurs priorités locales.

Nous réaffirmons que ces financements ne seront efficaces que s'ils favorisent la transparence et sont utilisés par les acteurs les plus à même d'agir au quotidien sur des territoires qu'ils connaissent. Nous appelons à la mise en place de mécanismes permettant l'accès des collectivités territoriales, des sociétés civiles, et des acteurs économiques territoriaux des pays en développement aux nouveaux outils de financements, le Fonds vert devant en être un exemple, le renforcement de l'utilisation de ces fonds pour des projets de petite échelle mais aux impacts importants, inclusifs et répliquables, alors que ces fonds sont souvent encore monopolisés par de lourds projets d'infrastructures. Nous appelons à introduire des critères incluant le respect des droits humains, l'égalité de genre, les droits des peuples autochtones et l'intégrité environnementale, et favorisant l'essaimage des projets multi-niveaux et multi-acteurs dans l'allocation de ces financements. Il s'agit aussi, à travers la construction d'outils adaptés, de mieux mobiliser et mutualiser l'épargne et les ressources des territoires sur les objectifs du climat et du développement durable, d'accompagner ainsi les projets des sociétés civiles et des autorités locales et régionales, en soulignant notamment l'importance de l'accès des femmes, des peuples autochtones, des communautés locales et traditionnelles à ces financements.

Nous insistons particulièrement sur les enjeux d'adaptation, qui doivent être intégrés dans tous les grands domaines d'action, ce qui implique une étroite coordination des interventions, de mettre la priorité sur l'accès aux services essentiels, et un dialogue renforcé avec les acteurs de terrain. Sans la prise en compte de cet enjeu, bien des actions publiques seront inefficaces. Sans être exhaustif, nous mettons notamment l'accent sur l'intégration du risque climatique dans toute planification territoriale, et tout particulièrement en zone littorale, sur les plans de continuité et de sauvegarde des activités et de l'emploi, et évidemment sur les questions liées à l'accès à l'eau, enjeu essentiel souligné notamment lors du sommet de Rabat (juillet 2016) « Sécurité hydrique pour une justice climatique ». Nous insistons sur la gestion intégrée des ressources en eau, la prévention, la préparation et la réponse aux urgences, le renforcement des connaissances climatologiques et hydrologiques. L'adaptation aux changements climatiques doit être financée à la

hauteur des enjeux, avec un accent mis sur les dons pour les pays en développement (PED) et les populations les plus vulnérables, ainsi que sur le renforcement de capacités pour les territoires et petits États insulaires en développement.

Nous considérons que la valorisation des co-bénéfices des actions d'atténuation et d'adaptation doit être davantage prise en compte et mise en scène, qu'elle peut renforcer le soutien aux actions engagées. La mobilisation pour la qualité de l'air en est un excellent exemple. L'efficacité énergétique ou le développement de la mobilité douce joue un rôle positif à la fois pour le climat et la santé, en limitant les polluants respirés. Ainsi les approches intégrées, type Air-Climat-Energie, et systémiques, type économie circulaire, sont à privilégier; et doivent nourrir les processus d'élaboration des politiques publiques pour la planification et la mise en œuvre des stratégies nationales de développement résilient et bas-carbone sur le long terme. Nous rappelons aussi qu'à travers la nécessaire transition énergétique et décarbonation de l'économie qu'exige le dérèglement climatique, les bénéfices seront considérables en termes d'emploi et de développement. Nous appelons ainsi au renforcement de critères et d'outils permettant de mieux analyser les « externalités » négatives et positives des projets, et de les refléter de manière exacte dans la tarification, permettant de privilégier les plus intenses en co-bénéfices socio-économiques. Les secteurs et régions les plus émetteurs de carbone doivent pouvoir bénéficier de mesures d'accompagnement adaptées.

Nous soulignons que le développement de l'accès aux énergies renouvelables pour toutes et tous doit être l'une des grandes priorités de l'agenda international des prochaines années, tant en transfert de compétence qu'en financement. La déclaration du Sommet des élus locaux pour le climat, accueilli par la Ville de Paris pendant la COP21, a affirmé des objectifs que nous soutenons : « Réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d'ici 2030, et soutenir des objectifs ambitieux en faveur du climat tels que la transition vers une énergie 100 % renouvelable sur nos territoires ou une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 ». Nous soulignons à nouveau que l'approche décentralisée, en prenant appui sur les autorités locales et régionales, et les acteurs du territoire et de la société civile, seule garante d'un niveau élevé d'engagement durable de tous et pour tous, est au cœur d'une stratégie réussie pour atteindre ces objectifs.

SUR NOS ENGAGEMENTS

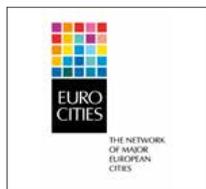
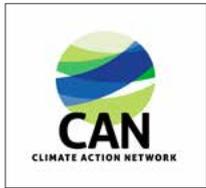
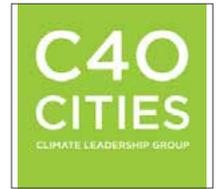
L'action contre le dérèglement climatique ne peut être efficace que si elle réussit à fédérer l'ensemble des acteurs en capacité d'agir. Nous assumons notre part de responsabilité et prenons l'engagement de poursuivre la construction de coalitions en rassemblant l'ensemble des acteurs non-étatiques concernés par grandes thématiques d'action (transport, énergie, eau, océan, agriculture, économie circulaire, financement, partenariat, etc.), en les élargissant pour assurer un équilibre entre régions du monde et par types d'acteurs, en créant des espaces de dialogue entre différents types d'acteurs (chercheurs, associations, citoyens, entreprises, collectivités, syndicats, agriculteurs, investisseurs, institutions de financement du développement, etc.), dans l'esprit d'une gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux, en cherchant des compromis dynamiques entre des acteurs de sensibilités différentes, en s'appuyant sur une gouvernance transparente, inclusive, débattue collectivement. La sensibilisation des citoyens sur les enjeux de l'adaptation et de l'atténuation doit faire partie de cette nouvelle approche que nous appelons de nos vœux.

Lors du prochain Climate Chance à l'automne 2017 au Maroc, nous ferons un point d'étape sur l'avancée des dynamiques concrètes d'action, nous préciserons nos propositions dans la perspective du rendez-vous de 2018. Mais sans attendre, nous souhaitons échanger autour de nos premières propositions avec les États ainsi que le processus et les institutions onusiens pertinents, avec toujours comme objectif de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre de l'action. Nous prenons l'engagement de produire des données fiables, de participer aux processus d'expertise et de suivi construits sous la responsabilité de la CCNUCC, en étant vigilants sur la qualité des initiatives retenues, leur transparence et le respect des droits humains, notamment l'égalité de genre.

Notre démarche s'inscrit dans une logique de renforcement de l'action territoriale dont nous connaissons l'efficacité. Nous proposons donc aux élus et à leurs réseaux de développer les échanges au sein de et avec les coalitions pour renforcer leurs propres actions, fédérer sur leurs territoires l'ensemble des acteurs non-étatiques. Les engagements pris lors du sommet de Lyon par nombre de villes et de régions constituaient une importante contribution à la crédibilisation d'un scénario de stabilisation du climat cohérent avec les objectifs de l'Accord de Paris. Nous soulignons en particulier notre disponibilité pour travailler avec les scientifiques du GIEC sur la préparation de leur rapport spécial de 2018 sur « les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre » (paragraphe 21 de la décision COP accompagnant l'Accord de Paris). Nous rappelons que le renforcement de ces engagements passe par des moyens d'actions accrus des collectivités territoriales et de la société civile, le développement des gouvernances multi-acteurs et multi-niveaux, et la coopération entre les différentes échelles territoriales.

Notre mobilisation ne sera efficace que si elle s'appuie sur le dialogue renforcé avec les États et les instances onusiennes. Nous avons accueilli avec intérêt les dispositifs de dialogue et de collaboration avec les acteurs non-étatiques détaillés dans l'Accord de Paris, sur les processus d'expertise, de poursuite de l'Agenda de l'Action, sur le rôle des « High-Level Champions ». Nous avons dit notre disponibilité pour un travail étroit dans ce cadre et demandons aux Parties de considérer avec attention les propositions des acteurs non-étatiques concernant la gouvernance de l'Agenda de l'Action, dont la société civile dans sa diversité doit être partie prenante, notamment dans le suivi-évaluation et la transparence des initiatives, intégrant les impacts environnementaux, économiques et sociaux, et l'ensemble des processus d'expertise.

LES SIGNATAIRES :





CLIMATE CHANCE

CLIMATE ACTORS WORLD SUMMIT

NANTES-FRANCE SEPT 26-28 2016

Nantes Declaration of climate actors

Strengthening concrete action to bridge the gap between current commitments and the objectives of the Paris Agreement

2015 was the year when we adopted the global agreement on the 17 Sustainable Development Goals, in September in New York, and the Paris Agreement on climate in December, both within the United Nations. Scientists have warned that 2015 has been also the warmest year since the half of the 19th century. 2016 is again showing record temperatures, through the multiplication of extreme phenomena, which further demonstrate the acceleration of climate change.

Meeting in Nantes on the occasion of the first Climate Chance World Summit, we, non-State actors from all over the world, non-Party stakeholders acting beside the Contracting Parties to the UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change), strongly reaffirm our deep concerns about this extremely worrying situation, which results in catastrophic consequences on our societies' stability and future, and leads us towards a level of global warming which is not compatible with any sustainable development objectives.

Aware of the need for urgent action, we welcome the adoption of the Paris Agreement with a sense of hope. We note the importance of the common position reached by National Governments, and the fact that many of them finally seem to listen to what science has been saying on the absolute need to limit global warming well below 2°C, and to strive to stay below 1.5°C, and that they agreed to establish concrete mechanisms to mobilize, to promote expertise, partnerships between actors and review their commitments. Through the Lima Paris Action Agenda (LPAA) initiatives, renamed Global Climate Action Agenda, we note with satisfaction that concrete and daily action taken by non-State actors, civil society, local and regional governments and private sector is now better taken into consideration. Without their mobilization, National Governments would not be able to meet their own commitments.

Nevertheless, COP21 was a first step. Six weeks ahead of COP22, which will take place in Marrakesh, in Morocco, we wish to recall through this joint declaration the demands and the global approach we affirmed in the World Summit Climate & Territories General Declaration, that was endorsed in July 2015 in Lyon: "Measures aiming at limiting climate change must also help face the other great challenges of our century and vice-versa, such as poverty alleviation, access to sustainable energy, water, and other resources, sustainable urban and rural development, food sovereignty, gender equality, decent work and workers' rights, including those of farmers; respect for the rights of indigenous peoples, protection of forests and biodiversity, preservation of natural resources etc. Affirming and demonstrating these synergies is necessary to engage all stakeholders into a successful greenhouse gas emissions phase-out pathway. Particular attention should be paid to adaptation actions, which have to foster resilience and a sustainable development at the local and subnational level, building on local and regional initiatives and traditional knowledge; the need to ensure a fair transition for territories, companies, and their employees during this period of transformation towards a low-carbon economy; and the need to strengthen the influence of women and their capacity for action, in particular in local governance. We also recognize the fundamental role of education, since raising awareness among the youngest generations and strengthening their ability to take action are crucial challenges in a changing world. Involving them in our decisions, is ensuring transition".

We do not lose sight of the fact that the aggregation of all nationally determined contributions proposed by National Governments would actually lead us on a +3°C pathway, a dramatic rise of temperature to which our societies would not be able to adapt.

Through the dynamics we have created by bringing together different actors in many thematic coalitions in the world, we affirm our strong willingness to further coordinate ourselves and put forward constructive and precise proposals to support National Governments in undertaking ambitious reviews of their proposed nationally determined contributions by 2018, under the "Facilitating

Dialogue”.

ON THE INTERNATIONAL AGENDA

Nine months after COP21, we welcome the ratification of the Paris Agreement by many countries, particularly China and the United States of America. We strongly support the rapid entry into force of the Paris Agreement and we urge National Governments who have not done it yet to do so, notably those from the European Union and the G20 States (India, Saudi Arabia, Russia, Japan, Australia, etc.).

This will enable us to work on the implementation of the Paris Agreement as soon as possible, particularly to reinforce concrete actions during the pre-2020 period and send important signals to policy and economic actors at all levels. We believe that only a fast start implementation can create the necessary conditions for the review of nationally determined contributions before the Paris Agreement becomes effective.

Following notably the declarations of the MedCOP Climate Summit (Tanger, July 2016) and the Summit of African local leaders (Cotonou, September 2016), we reaffirm that the Climate Agenda and the Sustainable Development Goals (SDGs) are inseparable, and we recall the need for a convergence of strategies and implementation mechanisms, particularly on evaluation and finance. Recalling the Paris Agreement mandate for countries to strive to develop national long-term strategies for low carbon development, we stress the importance of this process for achieving both climate and development imperatives. Limiting the global temperature rise to well below 2°C, and even more so to 1.5°C, will require long-term planning to ensure that development trajectories are in line with these goals. We thus urge countries to begin the process as soon as possible.

We stress the importance of the use of funds mobilized by climate action, both mitigation and adaptation, for the development of sustainable cities and rural territories, considering that the New Urban Agenda that will be adopted by the UN member States during Habitat III Conference in Quito in October 2016 should show territorial coherence respecting the various global challenges we face.

We emphasize once again that mobilizing international funding, both private and public, is crucial to achieve the goals that the international community has set with the 17 SDGs including, among others, “Sustainable cities and communities”, “Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all”, “Affordable and clean energy”, “Gender equality”, “Quality education”, “Life below water”, «Sustainable economic growth and decent work», and “Climate action”. We recall the necessity to stand concretely to the commitments made in Copenhagen by the developed countries to mobilize US\$100 billion per year as additional funding to climate action, but we insist equally on the necessity of keeping coherence across international funding: working on criteria that avoid the financing of projects and infrastructures contradictory to this climate and sustainable development agenda must be a priority to the international community. It is also essential for the implementation of the Paris Agreement and of Agenda 2030 that existing financial flows in the local and national economy become consistent with the mandate of these 2 agreements and we as non-State actors see a key role for us in ensuring that.

We also recall the strategic importance of building capacity of local and regional stakeholders' (governance, engineering and financing expertise, innovation, etc.) and to facilitate enhanced direct access to financing mechanisms and improve their ability to manage directly and through their local priorities such funding.

We reaffirm that those financing mechanisms will only be effective if they promote transparency and are allocated to the actors capable to take concrete action on a daily basis in the territories they are familiar with. We call upon the implementation of mechanisms allowing local and regional governments, civil society and local economic stakeholders in developing countries to access new financing tools, such as the Green fund and the reinforcement of those funds that are used for small-scale projects but with significant and replicable impact, where they are still too often monopolized by heavy infrastructure projects. When allocating funds, we call on the introduction of criteria which include the respect of human rights, gender equality, the rights of indigenous people and environmental integrity, and speak in favor of multi-stakeholder/multi-level projects. Through appropriate tools better tailored territories' savings and resources on climate and sustainable development goals should be mobilized and pooled together, in order to support civil societies, and local and regional governments' projects at the local level, emphasizing notably the importance of facilitating women's and indigenous communities, as well as local communities' access to these financing mechanisms.

We insist particularly on the adaptation issues that should be integrated into all major areas of action, which involves close coordination of interventions, placing the priority on access to basic services, and an enhanced dialogue with actors on the ground. If this issue is not taken into consideration, many public actions will be ineffective. Without being exhaustive, we emphasize in particular the integration of climate risk in all territorial planning, notably on coastal areas, in terms of continuity and safeguard of the activities and employments, and of course on the issues related to water, the key issues highlighted at the Summit in Rabat (July 2016) “Water Security for Climate Justice”. We insist on integrated water resources management, prevention, preparedness and response to emergencies, building climate and hydrological knowledge. Climate change adaptation must be financed accordingly to the existing challenges, focusing on the provision of donation for the most vulnerable countries and populations, together with by capacity building in developing territories and Small island States.

We consider that the valorization of the co-benefits of mitigation and adaptation actions should be further considered, since they can reinforce the acceptance of actions. The mobilization for air quality is a prime example. Energy efficiency or soft mobility development are mutually supportive to fight against climate change and protect health, by limiting inhalation of pollutants. In that respect, integrated approaches, such as Air-Climate-Energy, and systemic, such as circular economy, are to be prioritized, and should inform the policymaking process for the planning and implementation of countries' long-term low carbon climate-resilient development

strategies. We also point out that, thanks to the energy transition and decarbonisation of the economy, which are necessary to combat climate change, benefits will be also significant in terms of employment and development. We also support the development of more precise criteria and appropriate tools that allow analyzing better the negative and positive “externalities” of projects, as well as their accurate reflection in pricing, in order to favor more intense socio-economic co-benefits. The most carbon intensive sectors and regions should benefit from adequate accompanying measures.

We consider that better access to renewable energy for all must be one of the main priorities of the international agenda in the following years, both in terms of skills’ transfers and financing. The declaration of the Summit for Local Leaders hosted by the city of Paris during COP21 affirmed some goals that we support: “Deliver up to 3.7 gigatons of urban greenhouse gas emissions reductions annually by 2030 — the equivalent of up to 30 % of the difference between current national commitments and the 2 degree emissions reduction pathway identified by the scientific community, and support ambitious long-term climate goals such as a transition to 100 % renewable energy in our communities, or a 80 % greenhouse gas emissions reduction by 2050”. We emphasize here again that a decentralized approach, relying on local and subnational governments, local actors and civil society, which is the fundamental driver for high-level engagement of all and for all, should be at the heart of any strategy for successfully achieving these goals.

OUR PLEDGES

Climate action can only be effective if it manages to bring together and engage all actors being in capacity to engage. We take our share of responsibility and are committed to continue building coalitions gathering all non-State stakeholders involved in all key areas (transport, energy, water, ocean, agriculture, circular economy, financing, partnership, etc.), looking for an expansion that ensures a balance between regions and types of stakeholders, creating spaces for dialogue between different types of actors (researchers, associations, citizens, businesses, local and subnational governments, trade unions, farmers, investors, development finance institutions, etc.) in the spirit of a multi-stakeholder and multi-level governance, seeking dynamic compromises between stakeholders representing diverse views, relying on a governance based on transparency, inclusiveness and shared thinking. Citizens’ awareness raising regarding climate mitigation and adaptation must be part and parcel of the new approach we so earnestly desire.

At the next Climate Chance Summit, which will take place in autumn 2017 in Morocco, we will track progress made through the concrete dynamics and we will go into the detail of the proposals for the next meeting scheduled in 2018. With no delay, we will exchange our first proposals with National Governments and the relevant UN institutions and processes, aiming to strengthen and accelerate implementation. We are also committed to produce reliable and accurate data, to participate in the expertise and reporting processes, established under the UNFCCC, to pay special attention to the quality and transparency of the selected initiatives, and to respect human rights’, with a strengthened focus on gender equality.

Our approach is tailored as a process aimed at strengthening territorial action, which we know is effective and efficient. Therefore, we propose to elected representatives and their networks to dialogue with our coalitions with the view to strengthening their own agendas, and to bring together all non-State actors who are present in their territories. The commitments taken at the World Summit on Climate and Territories in Lyon by a number of cities and regions were an important contribution giving credibility to a scenario of climate stabilization in coherence with the objectives of the Paris Agreement. We are available and interested to work with the IPCC in the preparation of its 2018 “Special Report on impacts of reaching global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways”. Strengthening these commitments entails increased resources for local and subnational governments, and civil society, the further development of multi-stakeholder and multi-level governance, and enhanced cooperation between the different territorial levels.

Our mobilization will only be effective if it relies on enhanced dialogue with National Governments and UN bodies. We have welcomed the mechanisms of dialogue and collaboration with the non-State actors detailed in the Paris Agreement, on the process of expertise, on the continuity of the Action Agenda, and on the role of the «High-level Champions». We have signaled our willingness for a strong partnership within this framework and we ask the Parties to consider carefully the non-State actors’ proposals on the governance of the Action Agenda, in which civil society in all its diversity must be involved, especially in monitoring and reviewing the initiatives integrating environmental, economic and social impacts, and all processes of expertise.

THE SIGNATORIES:

